



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.5/48/L.12
20 décembre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
CINQUIÈME COMMISSION
Point 138 de l'ordre du jour

ASPECTS ADMINISTRATIFS ET BUDGETAIRES DU FINANCEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES

Projet de décision soumis par le Rapporteur à la suite de consultations officielles

L'Assemblée générale

a) Décide de maintenir pendant sa présente session le mandat du Groupe de travail à composition non limitée de la Cinquième Commission établi en application de sa résolution 47/218 du 23 décembre 1992;

b) Décide, à titre d'arrangement spécial, s'agissant de la répartition des dépenses afférentes aux opérations de maintien de la paix, que :

- i) Andorre et Monaco seront inclus dans le groupe d'Etats Membres visé à l'alinéa b) du paragraphe 3 de sa résolution 43/232 du 1er mars 1989 et que leurs contributions au financement des opérations de maintien de la paix seront calculées conformément aux dispositions de la résolution qu'adoptera l'Assemblée au sujet du barème des quotes-parts;
- ii) L'ancienne République yougoslave de Macédoine sera incluse dans le groupe d'Etats Membres visé à l'alinéa c) du paragraphe 3 de sa résolution 43/232 du 1er mars 1989 et que sa contribution au financement des opérations de maintien de la paix sera calculée conformément aux dispositions de la résolution qu'adoptera l'Assemblée au sujet du barème des quotes-parts;
- iii) L'Erythrée et Madagascar seront inclus dans le groupe d'Etats Membres visé à l'alinéa d) du paragraphe 3 de sa résolution 43/232 du 1er mars 1989 et que leurs contributions au financement des opérations de maintien de la paix seront calculées conformément aux dispositions de la résolution qu'adoptera l'Assemblée au sujet du barème des quotes-parts;

c) Décide d'examiner la question de l'inclusion de la République tchèque et de la Slovaquie dans le groupe d'Etats Membres approprié, en application de sa résolution 43/232 du 1er mars 1989, aux fins de la répartition des dépenses afférentes aux opérations de maintien de la paix, et de prendre une décision à ce sujet à sa présente session;

d) Décide de considérer, à titre exceptionnel, que tous arriérés du Bélarus et de l'Ukraine pour les années 1992, 1993 et 1994 au titre du financement des opérations de maintien de la paix sont dus à des circonstances indépendantes de leur volonté et, en conséquence, que la question de l'applicabilité de l'Article 19 de la Charte des Nations Unies relatif à la privation du droit de vote à l'Assemblée générale des Nations Unies ne se posera pas à cet égard.
